

Les dirigeants d'entreprise et le prix de l'électricité

Réf : n°110075 :

Vos contacts Ifop :

Jérôme Fourquet : jerome.fourquet@ifop.com

Laure Bonneval : laure.bonneval@ifop.com

Février 2012

Etude réalisée pour :

La Fondation Concorde

Echantillon :

Echantillon de **601** dirigeants d'entreprises (PDG / Gérant / Dirigeant / Patron / DG / DGA / DAF / Responsable gestion comptabilité) représentatif des entreprises françaises de 10 salariés et plus hors secteur agriculture et services publics.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (taille et secteur d'activité) après stratification par région. Les quotas ont été raisonnés afin de permettre une lecture fiable sur toutes les sous-catégories de taille et de secteur. Chaque sous-catégorie a ensuite été ramenée à son poids réel lors du traitement.

Mode de recueil :

Les interviews ont eu lieu par téléphone sur le lieu de travail des personnes interrogées.

Dates de terrain :

Du 1 au 10 février 2012

A



La conjoncture économique et le moral des dirigeants d'entreprise

Question : Vous personnellement, en pensant à la situation économique actuelle de la France, diriez-vous que vous êtes ... ?

Comparatif : Total Optimiste

Selon le secteur

Industrie	39%
Services aux entreprises	37%
BTP / Construction	36%
Commerce / Hôtel. Restau.	33%
Services aux particuliers	25%

**TOTAL
Optimiste
34%**

**Plutôt optimiste
33%**

**Très optimiste
1%**

**Très pessimiste
12%**

**Plutôt
pessimiste
54%**

**TOTAL
Pessimiste
66%**

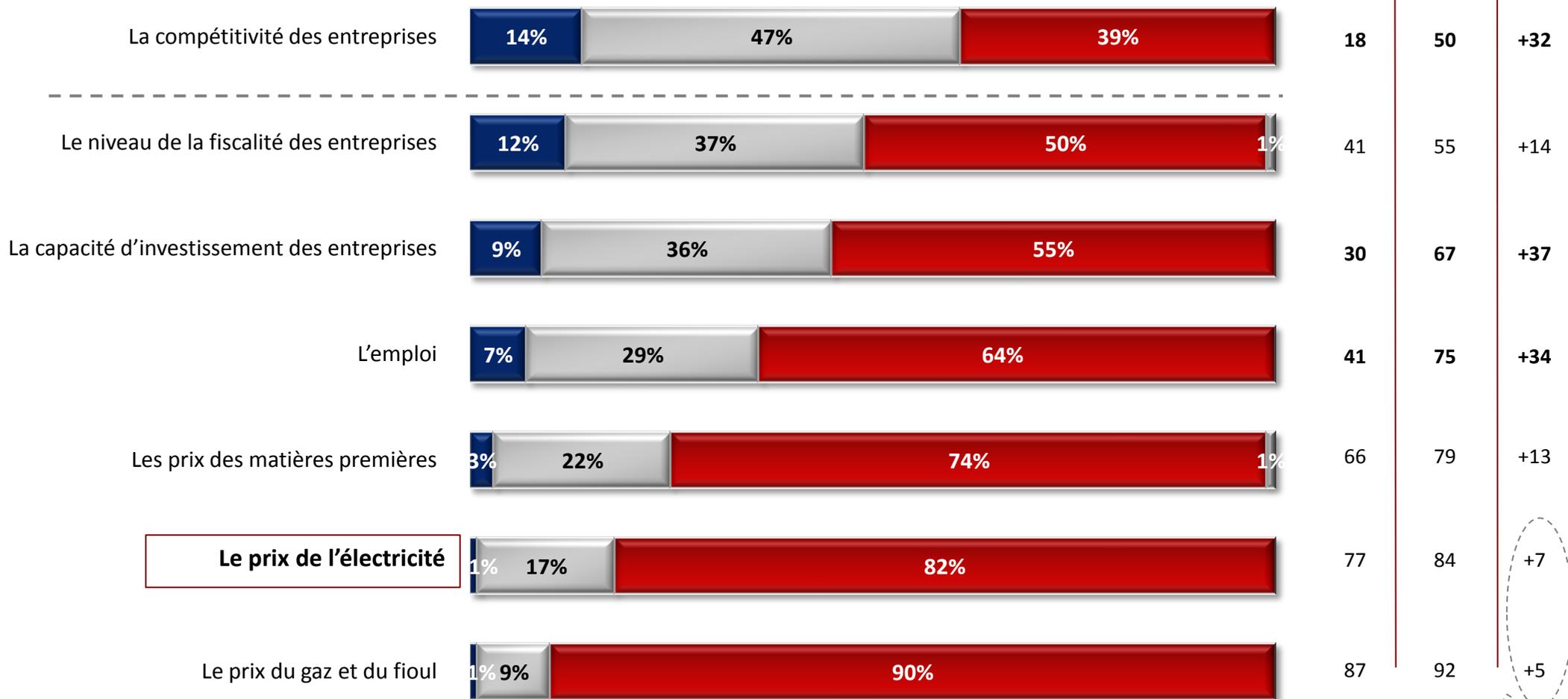
- ▲ PDG/Patron/Gérant : 16%
- ▲ BTP construction : 17%
- ▲ Province 14% (vs IDF : 7%)

Question : Pour chacun des éléments suivants, diriez-vous qu'en 2012 la situation en France va s'améliorer, se dégrader ou rester identique ?

■ S'améliorer ■ Rester identique ■ Se dégrader ■ Nsp

% de réponse « Se dégrader »

Optimiste à l'égard de la situation économique	Pessimiste à l'égard de la situation économique	Ecart
--	---	-------



Faible écart en ce qui concerne le pronostic en matière de prix de l'énergie **4**

Base exprimée
(hors non concerné et sans réponse)

Question : Et plus précisément en pensant à votre activité, diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant chacun des aspects suivants ?

■ Très optimiste ■ Plutôt optimiste ■ Plutôt pessimiste ■ Très pessimiste



Base exprimée

Question : Et plus précisément en pensant à votre activité, diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant chacun des aspects suivants ?

- Total optimiste -

+ Catégorie plus optimiste que la moyenne - Catégorie plus pessimiste que la moyenne	Selon le secteur d'activité					Selon la taille de l'entreprise (nombre de salariés)			
	Industrie	BTP	Com- merce	Services aux entr.	Services aux part.	10 à 19	20 à 249	250 à 499	500 et plus
Le maintien de l'emploi au sein de votre entreprise	78	71 -	74	83 +	73	77	74	85 +	76
Vos parts de marché	75 +	52 -	65	65	66	66	64	79 +	79 +
Votre carnet de commande	67	63	61	67	65	65	63	70 +	67
Votre trésorerie, votre capacité d'emprunt	62 +	58	53	67 +	45 -	54	59	75 +	69 +
Votre bénéfice	57 +	38 -	44	66 +	38 -	49	48	69 +	59 +
Vos perspectives d'embauche	39	28 -	39	51 +	48 +	39	45	61 +	46

NB : Item « Vos exportations » : faiblesse de certaines bases exprimées (notamment sur le secteur) ne permet pas une comparaison par sous catégorie.



Inquiétudes accrues pour son activité :

- Secteur du BTP (vs industrie)
- Petites et moyennes entreprises (vs entreprises de plus de 250 salariés)

Question : Actuellement, on parle beaucoup de l'enjeu du « produire français » et de la compétitivité des entreprises françaises. Pour chacun des éléments suivants, diriez-vous qu'il constitue pour la France un atout, un handicap ou ni l'un ni l'autre par rapport aux autres pays européens ?

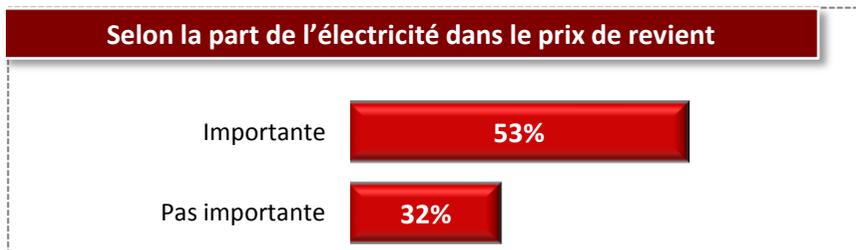
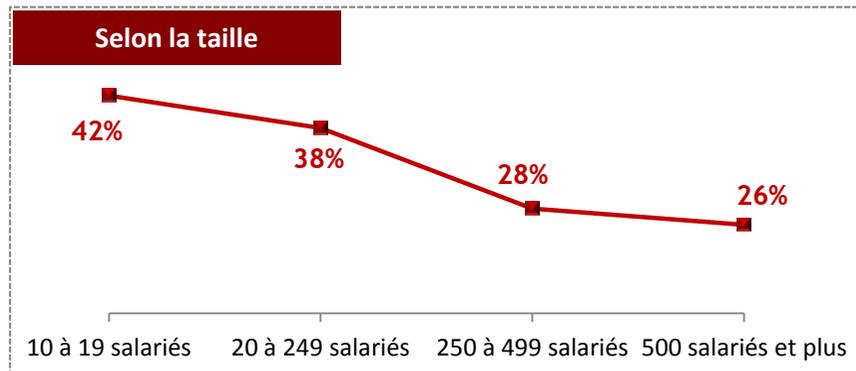
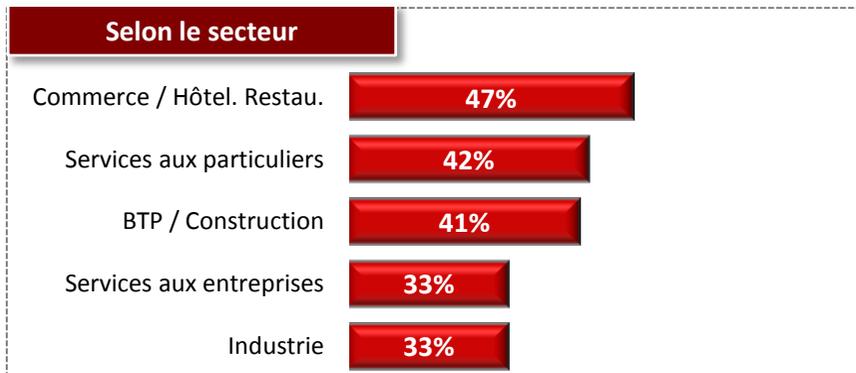
■ Un atout ▣ Ni l'un ni l'autre ■ Un handicap ▣ Nsp



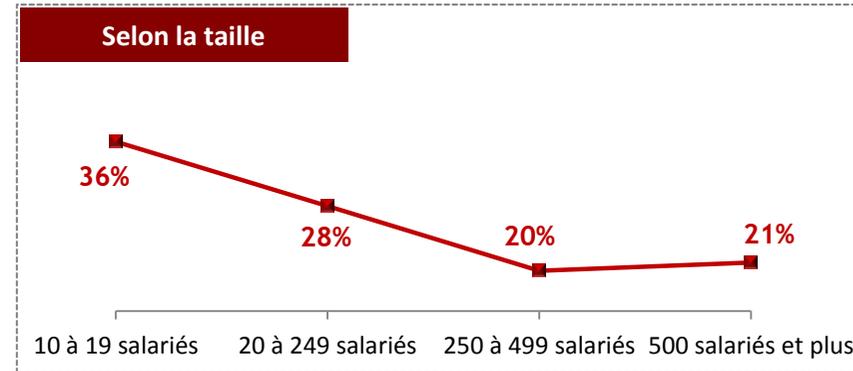
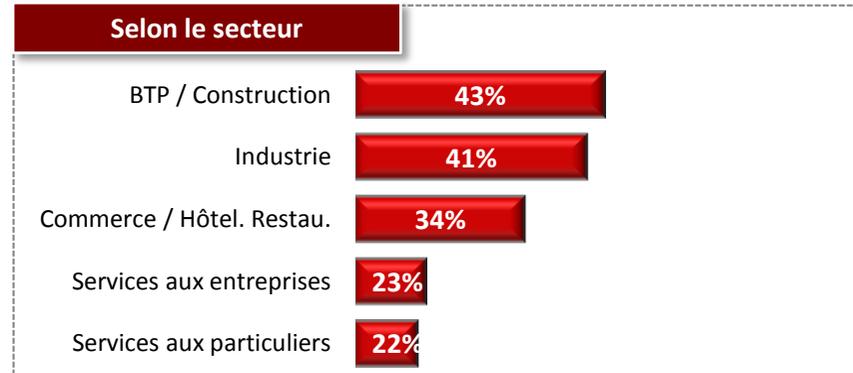
Question : Actuellement, on parle beaucoup de l'enjeu du « produire français » et de la compétitivité des entreprises françaises. Pour chacun des éléments suivants, diriez-vous qu'il constitue pour la France un atout, un handicap ou ni l'un ni l'autre par rapport aux autres pays européens ?

-% de réponse « Handicap »-

Le coût de l'électricité



Les normes environnementales



- De manière générale **la situation économique actuelle suscite un pessimisme majoritaire (66%)**, en particulier dans les secteurs d'activité les plus directement impactés par une éventuelle contraction du pouvoir d'achat des ménages : seuls 25% et 33% des dirigeants d'entreprise des secteurs des services aux particuliers et du commerce et de l'hôtellerie restauration se déclarent optimistes contre, par exemple, 39% dans l'industrie. Ceci étant, le pessimisme l'emporte systématiquement quel que soit le secteur (ou la taille) de l'entreprise.
- Quasi systématiquement, les différentes dimensions économiques testées font l'objet d'un pronostic de dégradation majoritaire et dans le même temps l'anticipation d'une stagnation prime très largement sur celle d'une amélioration. **Les pronostics s'avèrent particulièrement sombres en ce qui concerne le prix des matières premières (« dégradation » : 74%) comme de l'énergie (électricité : 82%, gaz et fioul : 90%)**, qui supplantent ainsi l'emploi (64%), la capacité d'investissement (55%) et la fiscalité (50%). La compétitivité des entreprises fait certes l'objet de prévisions moins critiques mais son amélioration n'est évoquée que par 14% des interviewés, et ce alors même que cet enjeu économique fait l'objet de débats nourris dans le cadre de la campagne présidentielle.
- **Ceci venant tempérer les fortes inquiétudes à l'échelle macro-économique, dès lors qu'il s'agit de juger la situation de sa propre activité, les scores observés s'avèrent plus nuancés et plus positifs** (mais également plus hétérogènes selon les secteurs d'activité et la taille de l'entreprise). En matière d'emploi, si 76% des dirigeants estiment être en mesure de maintenir son niveau actuel dans leur entreprise, ils ne sont en revanche plus que 42% à avoir des perspectives d'embauche positives. Des pronostics globalement positifs, mais loin d'être unanimes, émergent en ce qui concerne le volume d'activité (parts de marché 66%, carnet de commande 64%, les exportations 62%) ou la trésorerie (57%). Pour ce qui est du bénéfice, prévisions positives et négatives font cette fois jeu égal (49%/51%).
Ces scores d'ensemble recouvrent toutefois de fortes disparités et l'on note que le secteur du BTP émet des craintes nettement plus vives que, par exemple, l'industrie ou les services aux entreprises. De même, les dirigeants des TPE (de 10 salariés et plus) et des PME considèrent leur activité comme plus menacée par rapport aux chefs d'entreprises comptant plus de 250 salariés.
- **En matière de compétitivité des entreprises, le capital humain** (en particulier le savoir-faire mais aussi le niveau de qualification et, de manière connexe, la capacité d'innovation) **constitue le principal atout de la France**, auquel vient s'ajouter la qualité des infrastructures de transport. A contrario, et sans surprise, le niveau des charges (coût du travail 81%, niveau d'imposition 77%) constitue le handicap de compétitivité majeur des entreprises françaises selon leurs dirigeants de même que, dans une moindre mesure, le droit du travail (certainement jugé trop peu flexible).
Sur la question des normes environnementales et du coût de l'électricité aucune majorité ne se dégage véritablement dans les jugements. Il est permis de postuler que ces deux aspects peinent à être comparés à ce qui se pratique chez les concurrents européens. Notons toutefois que ces deux dimensions sont bien plus fréquemment considérées comme des handicaps au sein des TPE/PME (dont on a vu le pessimisme). L'association du coût de l'électricité à un handicap pour la France est une conception d'autant plus partagée que le secteur d'activité considéré se montre inquiet à l'égard de la situation économique (commerce, service aux particuliers, BTP) et, logiquement, que la part de l'électricité est importante dans le prix de revient des produits ou services. En matière de normes environnementales, BTP et industrie, qui y sont plus particulièrement soumis, émettent les avis les plus critiques.

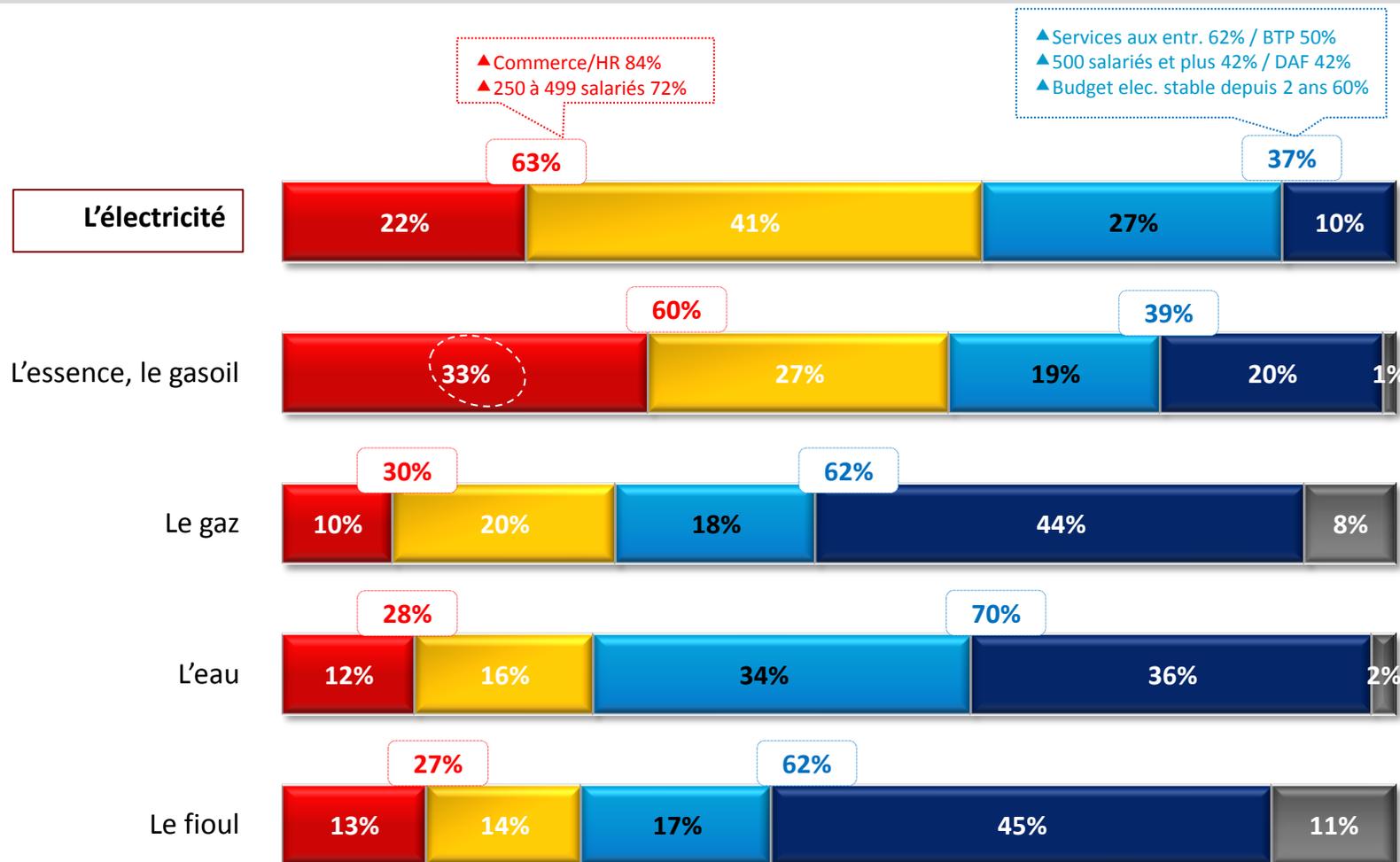
B

|

La part de l'électricité dans l'activité

L'importance de différents postes budgétaires énergétiques pour l'entreprise

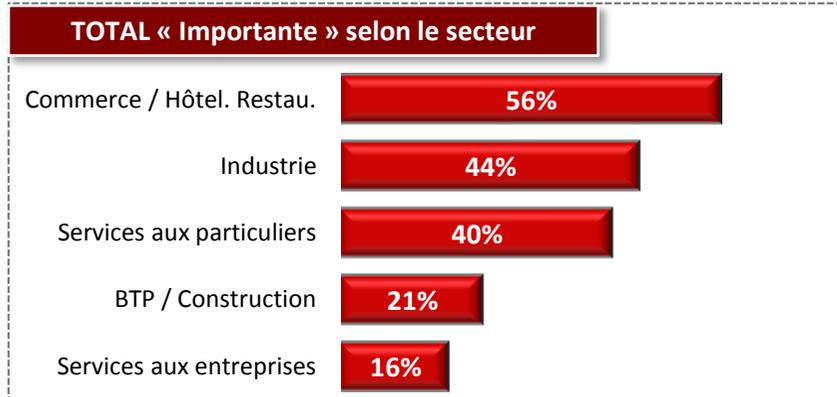
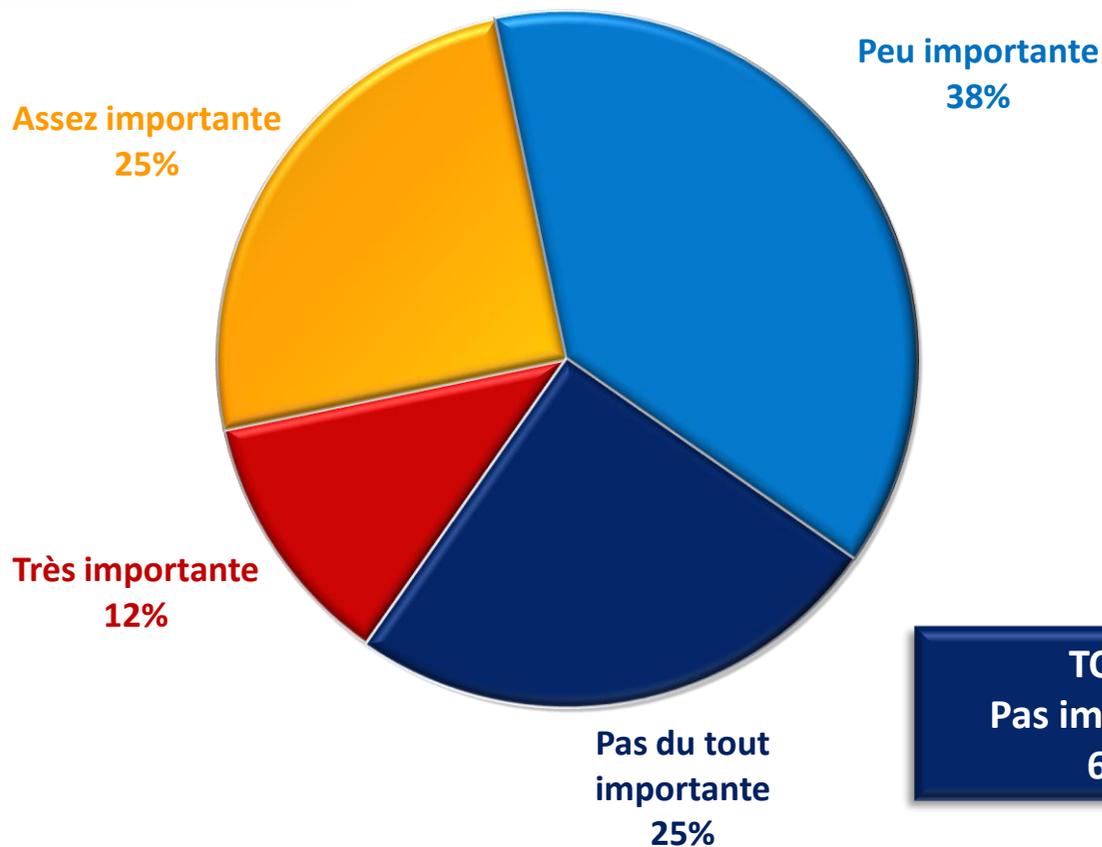
Question : Pour chacun des postes budgétaires suivants, dites-moi s'il représente pour votre entreprise une dépense très importante, plutôt importante, plutôt pas importante ou pas du tout importante ?



■ Très importante ■ Plutôt importante ■ Plutôt pas importante ■ Pas du tout importante ■ Non Concerné

Question : Diriez-vous que l'électricité représente une part très importante, assez importante, peu importante ou pas importante du tout dans le prix de revient de vos produits ou services ?

**TOTAL
Importante
37%**



**TOTAL
Pas importante
63%**

L'évolution du budget dédié à l'électricité au cours des deux dernières années et l'origine de son éventuelle hausse

Question : Au cours des 2 dernières années, diriez-vous que le budget que vous consacrez à l'électricité dans le cadre de votre activité a ... ?

TOTAL Augmenté
72%

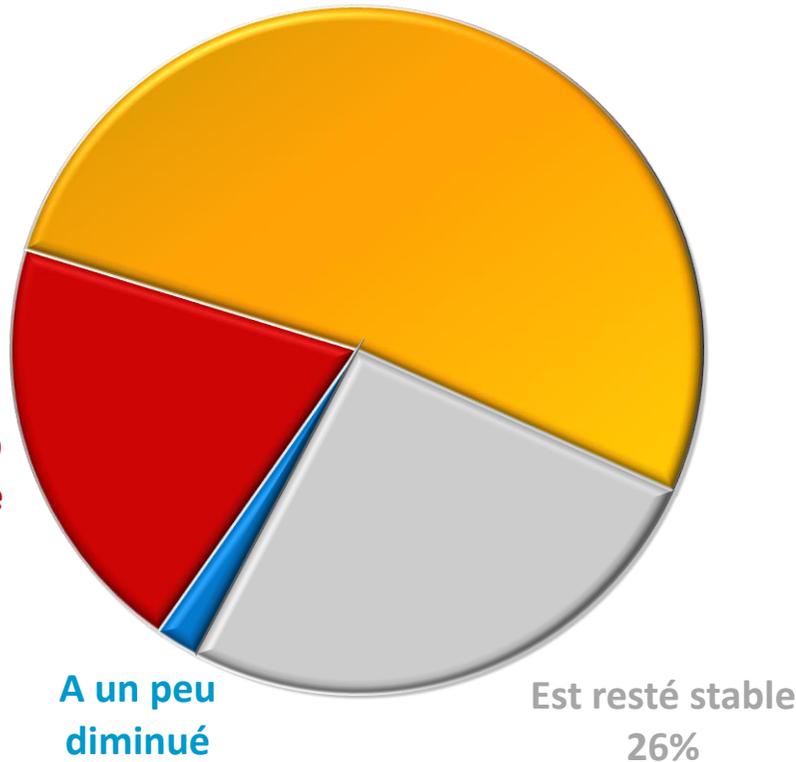
- ▲ Commerce 84%
- ▲ Part importante de l'elec. dans le prix de revient 82%

Un peu augmenté
52%

Beaucoup augmenté
20%

A un peu diminué
2%

TOTAL Diminué
2%



▲ Plus de 250 salariés 34%/31%

Question : Selon vous, cette augmentation est-elle due à une hausse de votre consommation, à une hausse des tarifs ou au deux à la fois ?

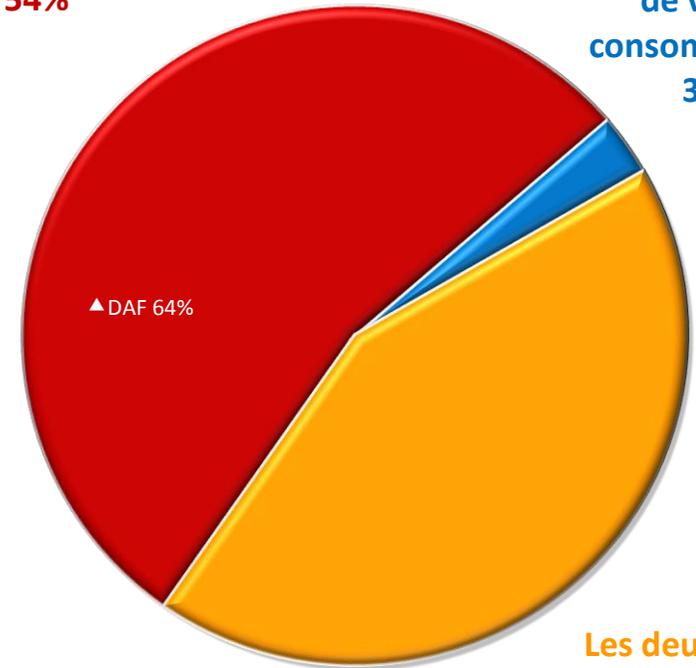
Base : personnes dont le budget dédié à l'électricité a augmenté au cours des deux dernières années, soit 72% de l'échantillon.

A une hausse des tarifs
54%

A une hausse de votre consommation
3%

▲ DAF 64%

Les deux à la fois
43%



- Dans la hiérarchie de différents postes budgétaires testés, **l'électricité s'impose en tête, au côté de l'essence et du gazoil, comme l'énergie impliquant le budget le plus important pour l'entreprise** (63% pour l'électricité et 60% pour le carburant pour lequel on observe néanmoins une majoration de 11 points de la part des « très important » par rapport à l'électricité). Les dirigeants du secteur du commerce et de l'hôtellerie restauration jugent leur budget électricité comme particulièrement important (84%), résultat qui doit être mis en relation avec le pessimisme, voir l'exaspération qu'expriment les chefs d'entreprise de ce secteur. A contrario, les dirigeants des secteurs des services aux entreprises et du BTP ainsi que les DAF se montrent plus mesurés.
- **De manière plus précise, et ce chiffre venant relativiser le résultat précédent, la part de l'électricité dans le prix de revient des produits ou services de l'entreprise est qualifiée d'importante par « seulement » 37% des personnes interrogées.** Selon les secteurs d'activité, de fortes disparités se font jour et la hiérarchie est quasi identique à celle observée lorsqu'il s'agissait de juger l'importance du budget dédié à l'électricité : les scores varient de 56% au sein du commerce/HR à 16% dans les services aux entreprises (en passant par 44% dans l'industrie). Toutefois, ces chiffres doivent faire l'objet d'une interprétation prudente dans la mesure où ils peuvent exprimer autre chose que la part objective et réelle de l'électricité dans le prix de revient : « importante » vs « trop importante », sentiment d'exaspération à l'égard des charges et des coûts ou bien encore difficultés à quantifier précisément cette part.
- **Dans plus de 7 cas sur 10 (72%), les dirigeants d'entreprises font part d'une augmentation de leur budget dédié à l'électricité au cours des deux dernières années lorsque seuls 26% témoignent de sa stabilité et 2% d'une diminution.** L'augmentation s'avère particulièrement ressentie au sein, une nouvelle fois, des entreprises du commerce/HR (84%) et des entreprises au sein desquelles l'électricité représente un coût important dans le prix de revient (82%). Notons qu'à l'inverse, hors TPE et PME, sans doute parce que les entreprises de plus de 250 salariés peuvent absorber plus facilement une hausse de ce poste budgétaire, la stabilité est plus fréquemment citée (entre 31% et 34%). Dans plus d'un cas sur deux (54% et même 64% selon les DAF), **cette augmentation du budget électricité est expliquée par la seule augmentation des prix mais la hausse de la consommation y participe également** assez fréquemment puisque 43% des interviewés dont le budget électricité a augmenté évoquent un double phénomène d'augmentation des prix et de hausse de leur consommation.

C | Les perceptions liées au prix de l'électricité et les conséquences d'une hausse

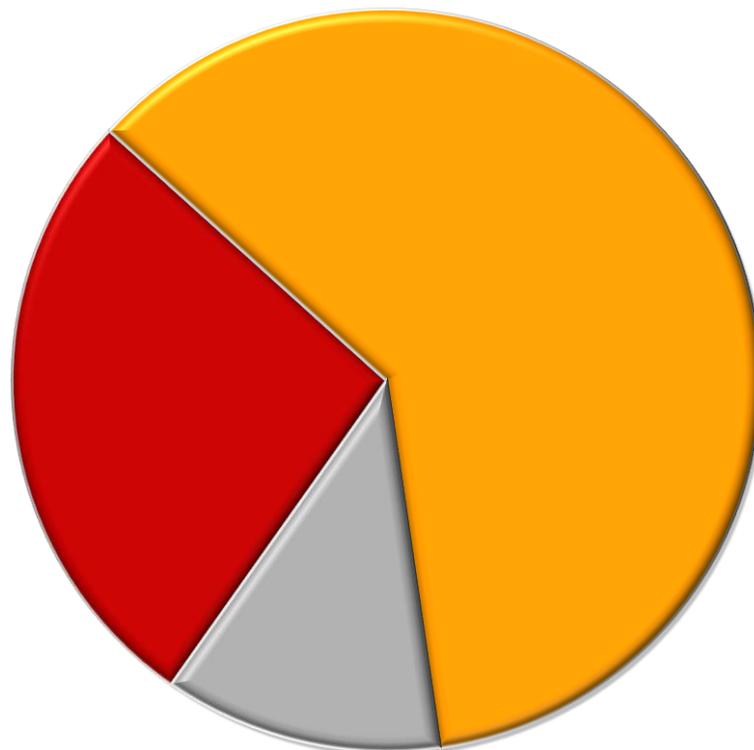
Le pronostic quant à l'évolution du prix de l'électricité dans les prochains mois

Question : Pensez-vous que dans les prochains mois, le prix de l'électricité va beaucoup augmenter, un peu augmenter, rester stable, un peu diminuer ou beaucoup diminuer ?

TOTAL
Va augmenter
88%

TOTAL
Diminuer
0%

(rappel réponse « budget a augmenté » : 72%)



Un peu
augmenter
61%

Beaucoup
augmenter
27%

Rester stable
12%

- ▲ Budget élec. ayant beaucoup augmenté en 2 ans : 54%
- ▲ Commerce/HR 35%
- ▲ Part importante de l'élec. dans le prix de revient 34%

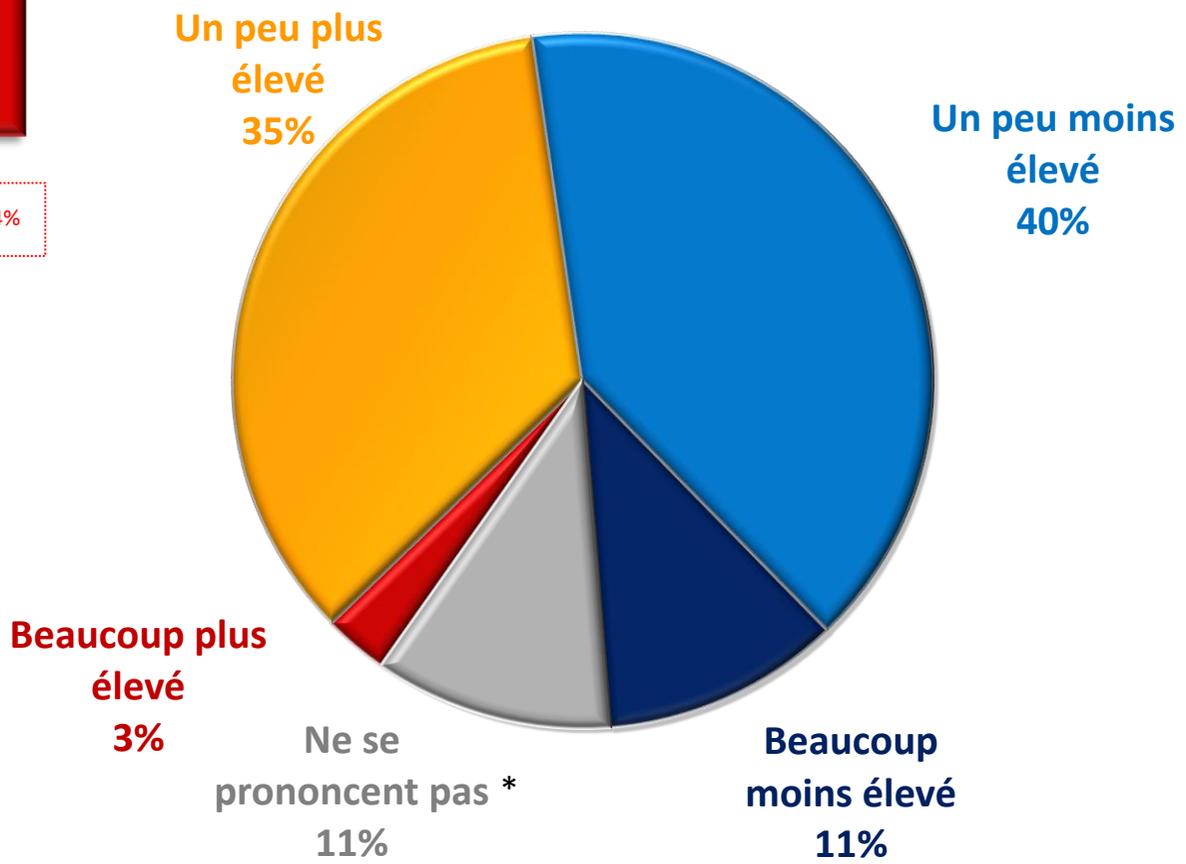
Question : Et par rapport à nos voisins européens, diriez-vous qu'en France le prix de l'électricité est ... ?

TOTAL Plus élevé 38%

TOTAL Moins élevé 51%

▲ Favorable à la fermeture de réacteurs 44%

▲ Industrie 65% / BTP 58%
▲ Plus de 250 salariés 71%/72%



▲ Commerce 16%

* Réponse non suggérée

Question : Pour chacune des mesures suivantes, pensez-vous qu'elle ferait baisser, augmenter ou qu'elle n'aurait pas d'impact sur le prix de l'électricité ?

■ Baisser les prix ▣ N'aurait pas d'impact ■ Augmenter les prix

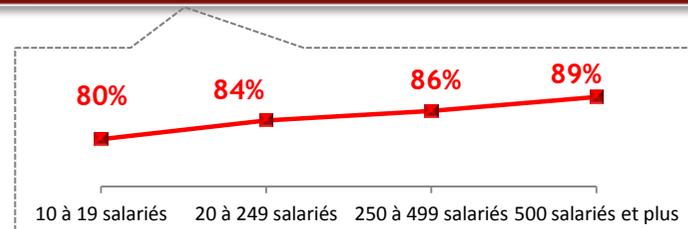
Développer la concurrence sur le marché de l'électricité



Développer fortement les énergies renouvelables

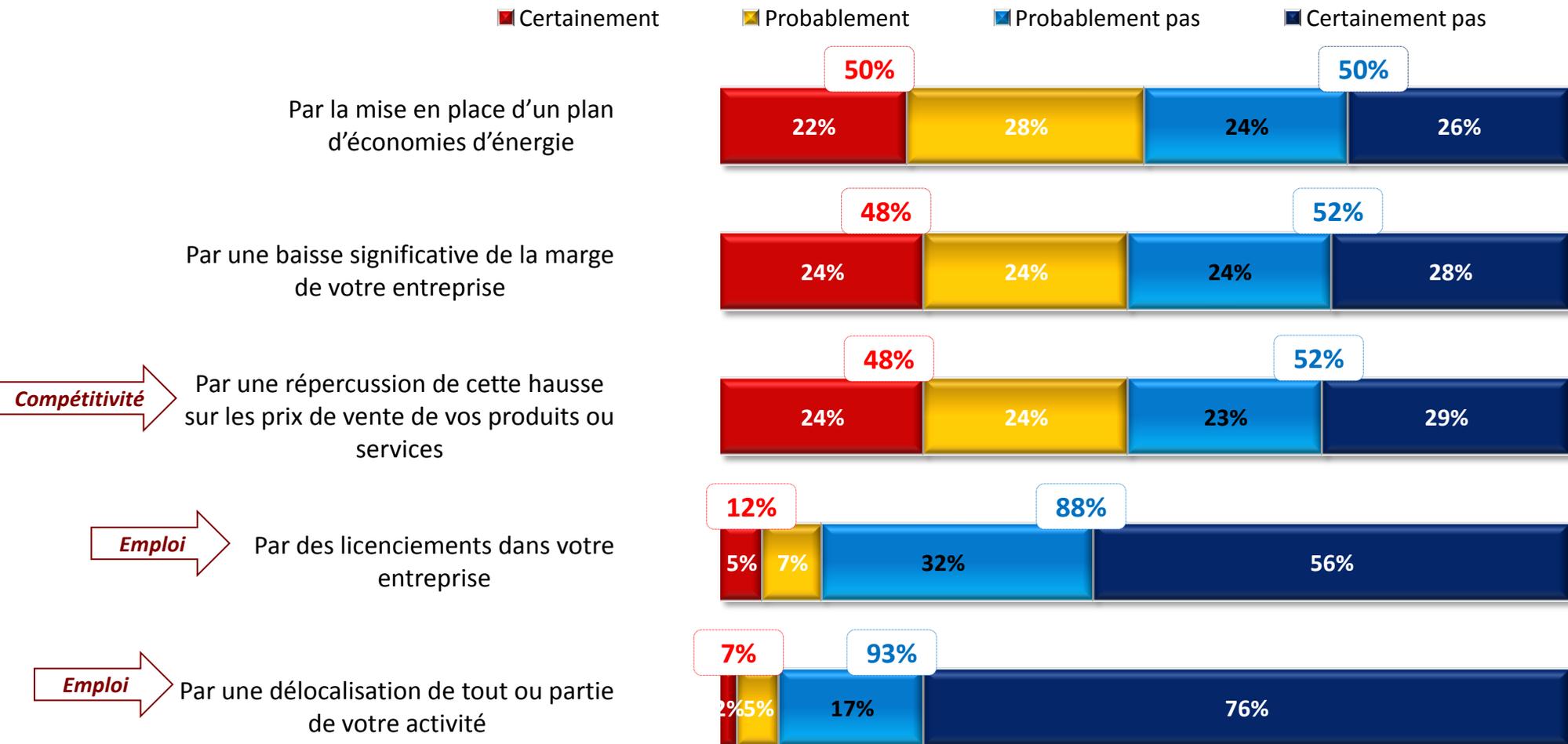


Fermer des centrales nucléaires



Les conséquences d'une forte hausse du prix de l'électricité sur l'activité de son entreprise

Question : Dans l'hypothèse d'une forte hausse des prix de l'électricité en France, est ce que cela se traduirait selon vous certainement, probablement, probablement pas, certainement pas pour votre activité ... ?



Question : Dans l'hypothèse d'une forte hausse des prix de l'électricité en France, est ce que cela se traduirait selon vous certainement, probablement, probablement pas, certainement pas pour votre activité ... ?

- Total OUI -

+ + Catégories particulièrement impactées par une hausse importante du prix de l'électricité.	Selon le secteur d'activité					Selon la taille de l'entreprise (nombre de salariés)				Selon la part de l'électricité dans le prix de revient	
	Industrie	BTP	Com-merce	Service aux entre.	Service aux part.	10 à 19	20 à 249	250 à 499	500 et plus	Importante	Pas importante
Par la mise en place d'un plan d'économies d'énergie	64 +	43	55+	36	49	46	52	69 +	67 +	58 +	45
Par une baisse significative de la marge de votre entreprise	59 +	41	63+	25	48	50 +	46 +	40	37	75 +	32
Par une répercussion de cette hausse sur les prix de vente de vos produits ou services	72 +	47	65+	22	33	49	46	46	56 +	74 +	33
Par des licenciements dans votre entreprise	19 +	5	16+	6	9	14 +	9	3	7	22 +	5
Par une délocalisation de tout ou partie de votre activité	11 +	2	4	9 +	6	7	6	-	7	12 +	4



Conséquences économiques :

- Commerce et industrie
- Tissu de petites (et moyennes) entreprises

- **Le pronostic des dirigeants d'entreprise s'avère clairement pessimiste (voire fataliste) en ce qui concerne l'évolution des prix de l'électricité : 88% d'entre eux prévoient une augmentation (et plus d'un quart une hausse importante).**
- **Signe d'une certaine méconnaissance, la comparaison du prix de l'électricité en France par rapport à ce qui se pratique ailleurs en Europe aboutit à des jugements assez partagés :** si 51% des dirigeants d'entreprise estiment qu'il est moins élevé (en particulier dans l'industrie 65%, le BTP 58% et les entreprises de plus de 250 salariés 71/72%), 11% peinent à se prononcer et 38% le jugent même plus élevé. Ce dernier score subit par ailleurs une majoration de 6 points auprès de ceux se déclarant favorables à la fermeture de réacteurs nucléaires : implicitement dans cette catégorie, l'association nucléaire/prix de l'électricité réduit est moins évidente.
- Lorsque'il s'agit d'évaluer les impacts de différentes mesures sur le prix de l'électricité, le développement de la concurrence sur le marché de l'électricité apparaît comme la solution la plus à même de faire baisser les prix (50%). Toutefois, et cela traduit une certaine résignation quant à l'évolution future des prix, 40% des dirigeants estiment que cela n'aurait aucun impact. Si le développement des énergies renouvelables suscite des jugements partagés (32% y associent une baisse, 31% une hausse et 37% aucun impact) **un consensus puissant se fait en revanche jour lorsqu'il s'agit des conséquences d'une éventuelle fermeture de centrales nucléaires : 82% des dirigeants d'entreprise estiment que cela ferait augmenter les prix** (jusqu'à 88% dans l'industrie et 89% au sein des entreprises de plus de 500 salariés) contre seulement 4% pronostiquant une baisse.
- Selon les dirigeants d'entreprise interrogés, et en dépit de la mise en place d'un plan d'économies d'énergie dans une entreprise sur deux (50%), **une hausse importante des prix de l'électricité ne serait pas sans conséquence sur la santé des entreprises et l'économie françaises :**
 - **au global 48% des interviewés estiment que cela ferait baisser leur marge**, et l'on remarque que cela concernerait davantage le commerce (63%) et l'industrie (59%) ainsi que les entreprises de moins de 250 salariés qui s'avèreraient être les structures les plus fragilisées (50%/46% contre 40%/37% au sein des entreprises de plus de 250 salariés) ;
 - **Une proportion équivalente (48%) « protégerait » leur marge via une répercussion de cette hausse sur leur prix de vente, ceci pouvant avoir des conséquences négatives à la fois sur le pouvoir d'achat des ménages mais également en termes de compétitivité.** Dans le détail, la répercussion interviendrait davantage dans les entreprises de plus de 500 salariés (56%) et serait même généralisée dans l'industrie (72%) ;
 - **Sans être massives, les conséquences d'une hausse importante des prix de l'électricité sur l'emploi n'apparaîtraient pas totalement nulles** (notamment dans le contexte annuel déjà marqué par une hausse sans précédent du chômage) puisque 12% des dirigeants d'entreprise estiment que cela les conduirait à licencier (et même 19% dans l'industrie) et 7% à délocaliser (11% dans l'industrie).

D | Les économies d'énergie

La possibilité de réaliser des économies d'énergie dans son activité et l'existence d'un projet précis

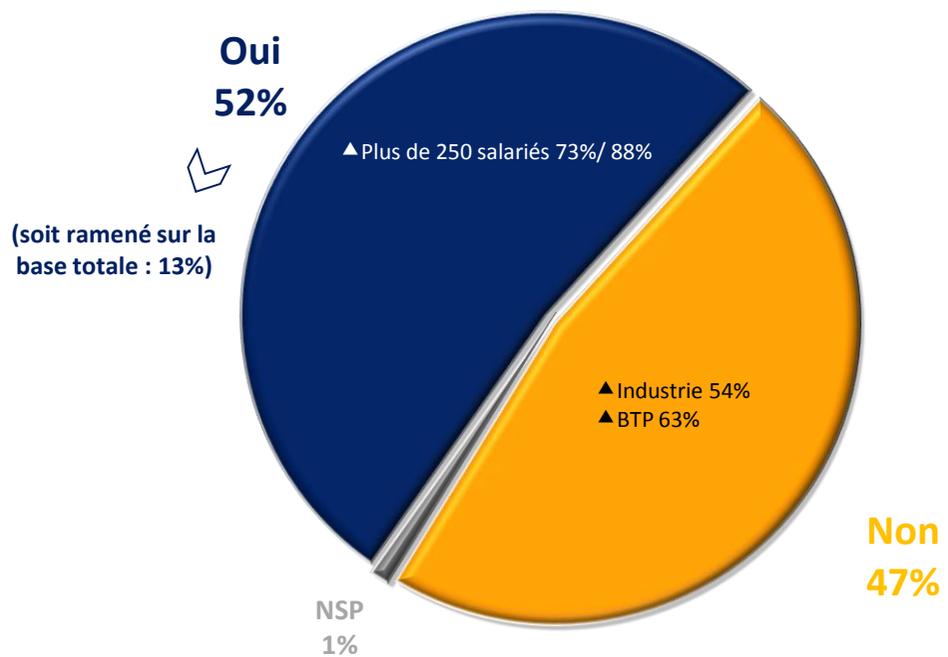
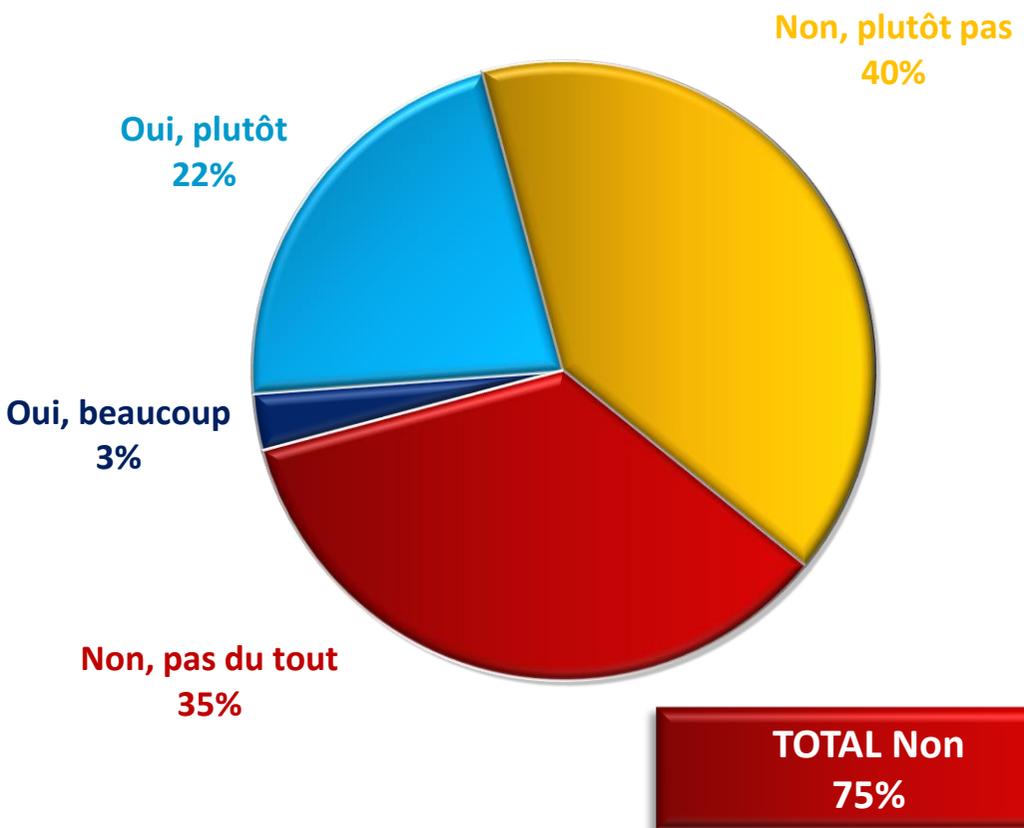
Question : Dans votre activité, avez-vous la possibilité de réaliser des économies d'énergie ?

Question : Et avez-vous un projet pour réaliser des économies d'énergie au sein de votre entreprise ?

Base : personnes ayant la possibilité de réaliser des économies d'énergie dans la cadre de leur activité, soit 25% de l'échantillon.

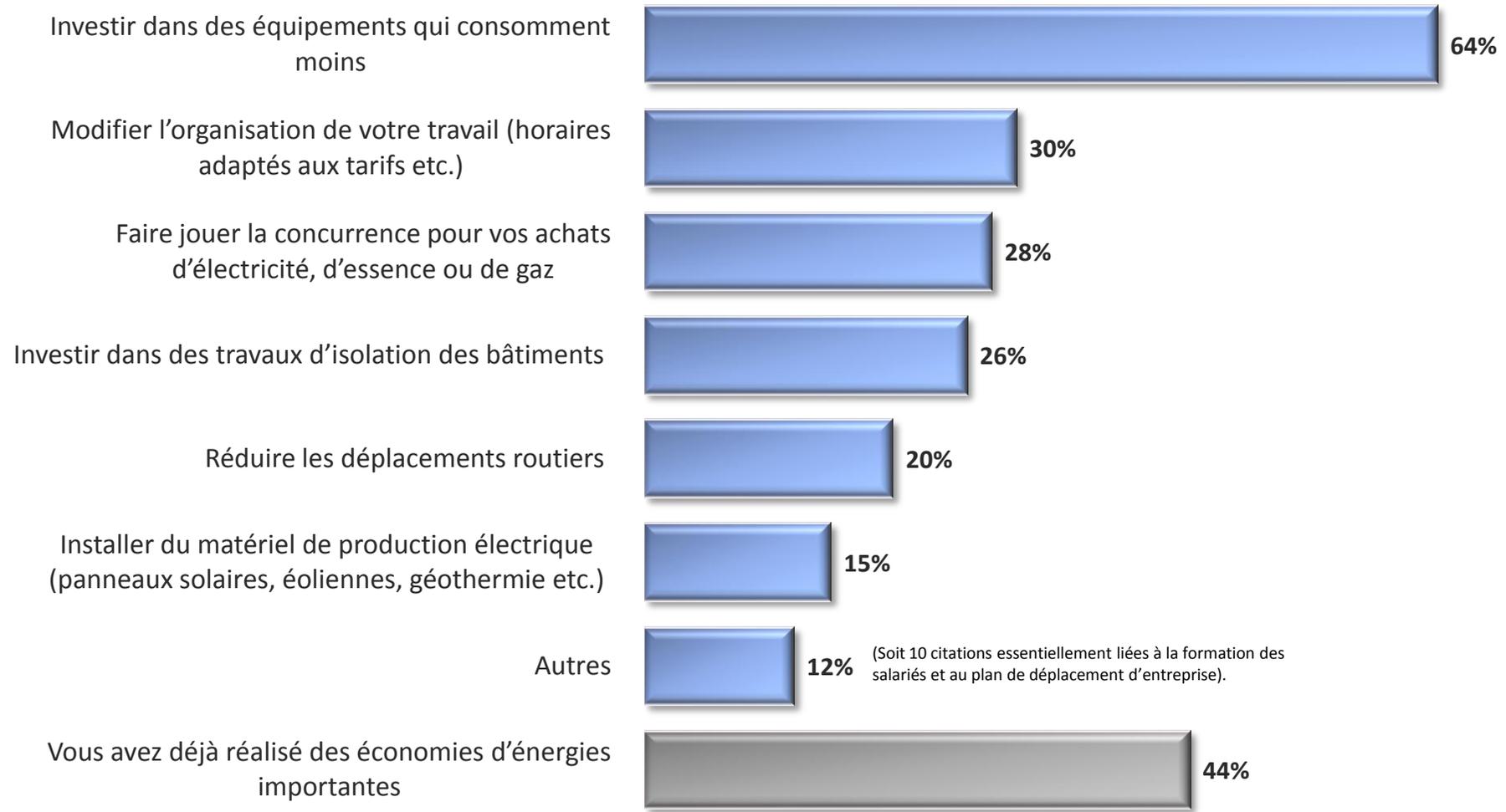
TOTAL Oui
25%

- ▲ Commerce / HR 34%
- ▲ Plus de 250 salariés 48%/44% (vs TPE 23% PME 27%)
- ▲ Part importante de l'élec. dans le prix de revient 31%
- ▲ Budget élec. a beaucoup augmenté en 2 ans 38%



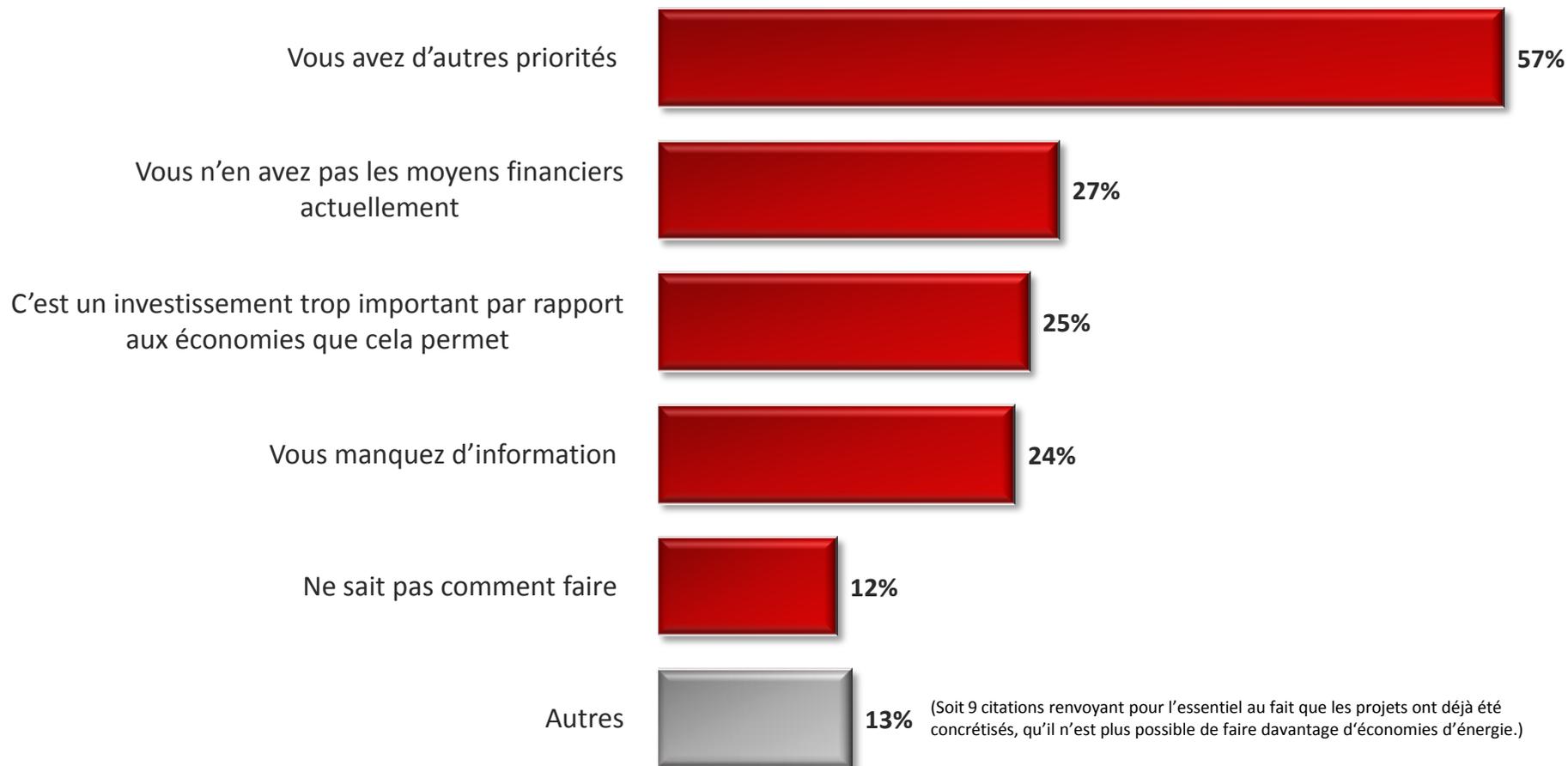
Question : Plus précisément, quelle(s) sont les action(s) que vous avez l'intention de mettre en œuvre au sein de votre entreprise ?

Base : personnes ayant la possibilité de réaliser des économies d'énergie dans la cadre de leur activité et ayant un projet précis, soit 13% de l'échantillon.



Question : Pour quelle(s) raison(s) n'avez-vous pas l'intention de réaliser des économies d'énergie au sein de votre entreprise ?

Base : personnes ayant la possibilité de réaliser des économies d'énergie dans la cadre de leur activité mais n'ayant de projet précis, soit 12% de l'échantillon.



- **Seul un quart des dirigeants d'entreprise estiment avoir la possibilité de réaliser des économies d'énergies ***, 35% considérant même que leur activité ne permet « pas du tout » de faire des économies d'énergie. En outre, la possibilité de réaliser des économies d'énergie, ne signifie pas, loin s'en faut, qu'un projet précis existe au sein de l'entreprise : dans près d'un cas sur 2, l'activité permettrait de faire des économies d'énergie sans pour autant que l'entreprise n'ait à l'heure actuelle d'action précise en la matière (47%). Ce score atteint même 63% dans le BTP et 54% l'industrie tandis que les entreprises de plus de 250 salariés semblent davantage mobilisées.

Transposé à l'ensemble de l'échantillon, cela signifie qu'**aujourd'hui seules 13% des entreprises de plus de 10 salariés ont un projet précis visant à réduire leur consommation d'énergie.**

- **Les projets consistent davantage à investir (en particulier dans des équipements qui consomment moins 64%) qu'à modifier les comportements** (organisation du travail 30% ou bien encore faire jouer la concurrence 28%). **Lorsque l'entreprise a la possibilité de faire des économies mais pas de projet, le fait d'avoir d'autres priorités est évoqué à hauteur de 57%, suivi par la question du coût qui rebute une partie non négligeables des dirigeants** (27% n'en ont pas les moyens et 25% considèrent que les gains permis ne seraient pas à la hauteur de l'investissement). Enfin, le manque d'information (24%) et le fait de ne pas savoir comment s'y prendre (12%) participe de manière plus secondaire à cette mobilisation réduite des dirigeants d'entreprise.

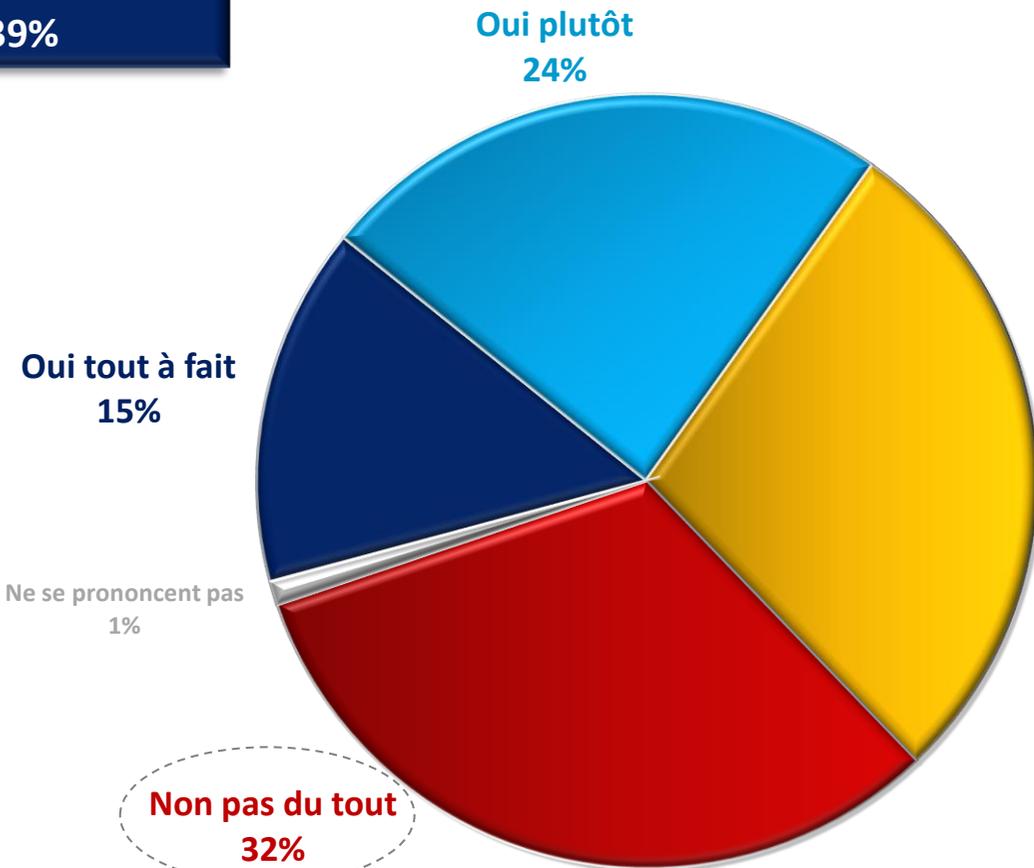
➔ Des marges de progression existent en matière d'économies d'énergie dans les entreprises. Toutefois, en l'état actuel des choses, l'inquiétude des chefs d'entreprise s'explique d'autant mieux que, face à un budget électricité qu'ils considèrent massivement en hausse, ils ne sont (à tort ou à raison) que peu nombreux à considérer/identifier des marges de réduction de leur consommation (et donc de leur facture)

* Dans le questionnaire, cette question était posée avant celle relative à la mise en place d'un plan d'économies d'énergie en cas de forte hausse du prix de l'électricité, question à laquelle 50% des dirigeants répondent par l'affirmative. Cet écart de 25 points démontre à lui seul le faible niveau d'information/mobilisation actuellement à l'œuvre au sein des entreprises.

E | **L'attitude à l'égard du nucléaire et de la fermeture de réacteurs**

Question : Vous personnellement, êtes-vous favorable à ce que la France ferme des réacteurs nucléaires et diminue ainsi la part du nucléaire dans la production d'électricité ?

TOTAL Oui
39%



Non plutôt pas
28%

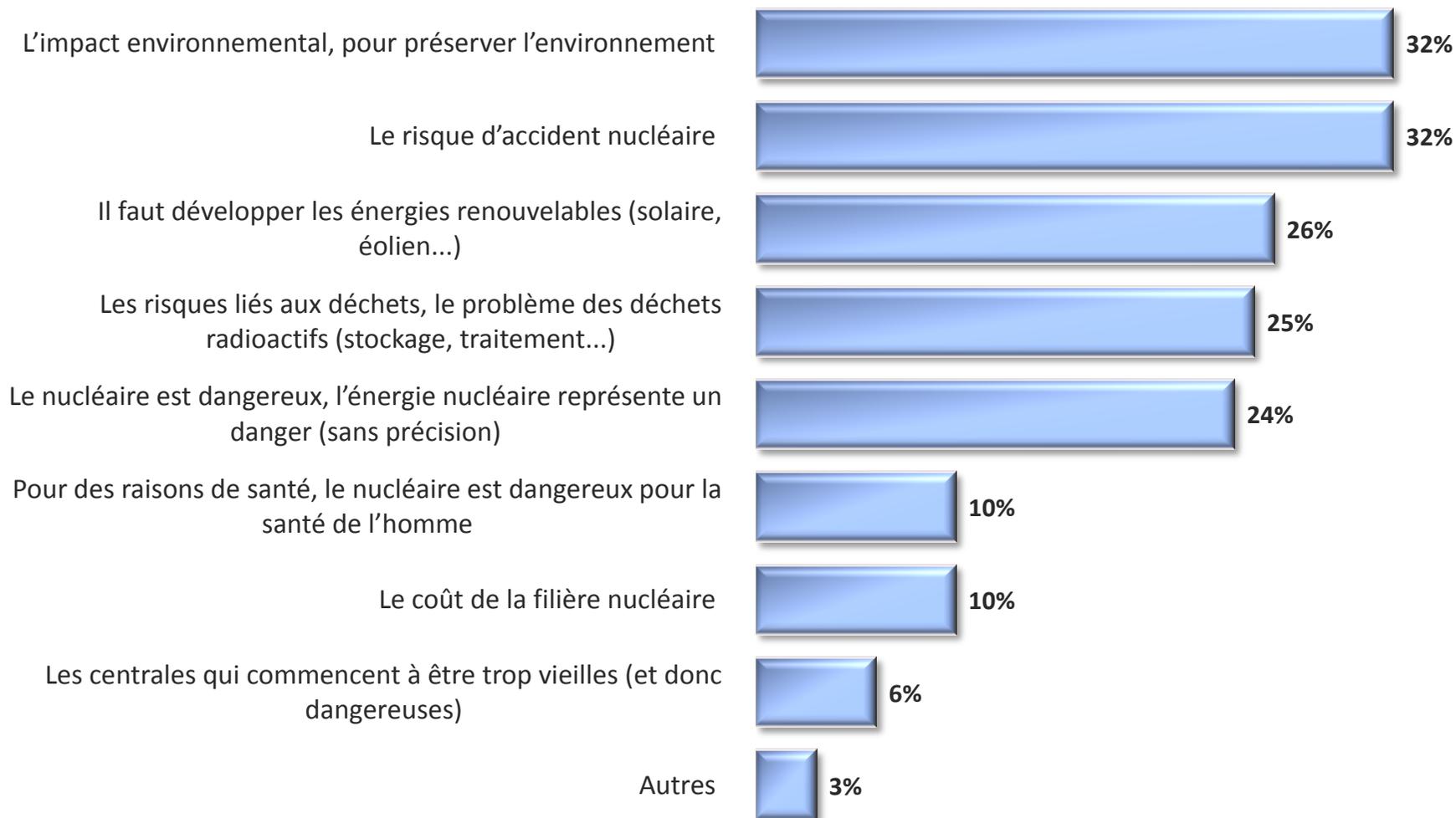


TOTAL Non
60%

▲ Budget a beaucoup augmenté en 2 ans : 67%

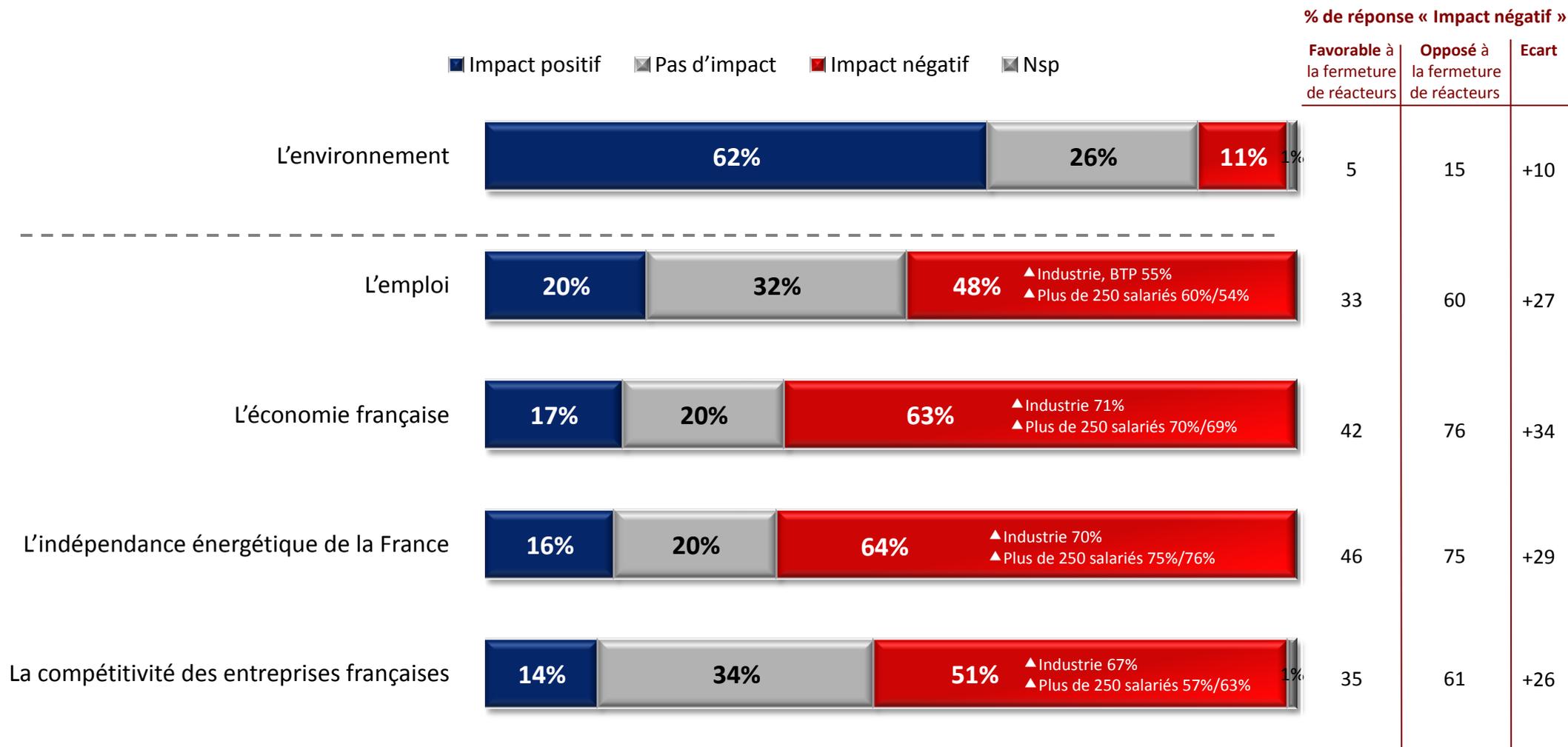
Question : Pour quelle(s) raison(s) êtes-vous favorable à la fermeture de réacteurs nucléaires ? (Question ouverte – Réponses non suggérées)

Base : personnes favorables à la fermeture de réacteurs nucléaires, soit 39% de l'échantillon.

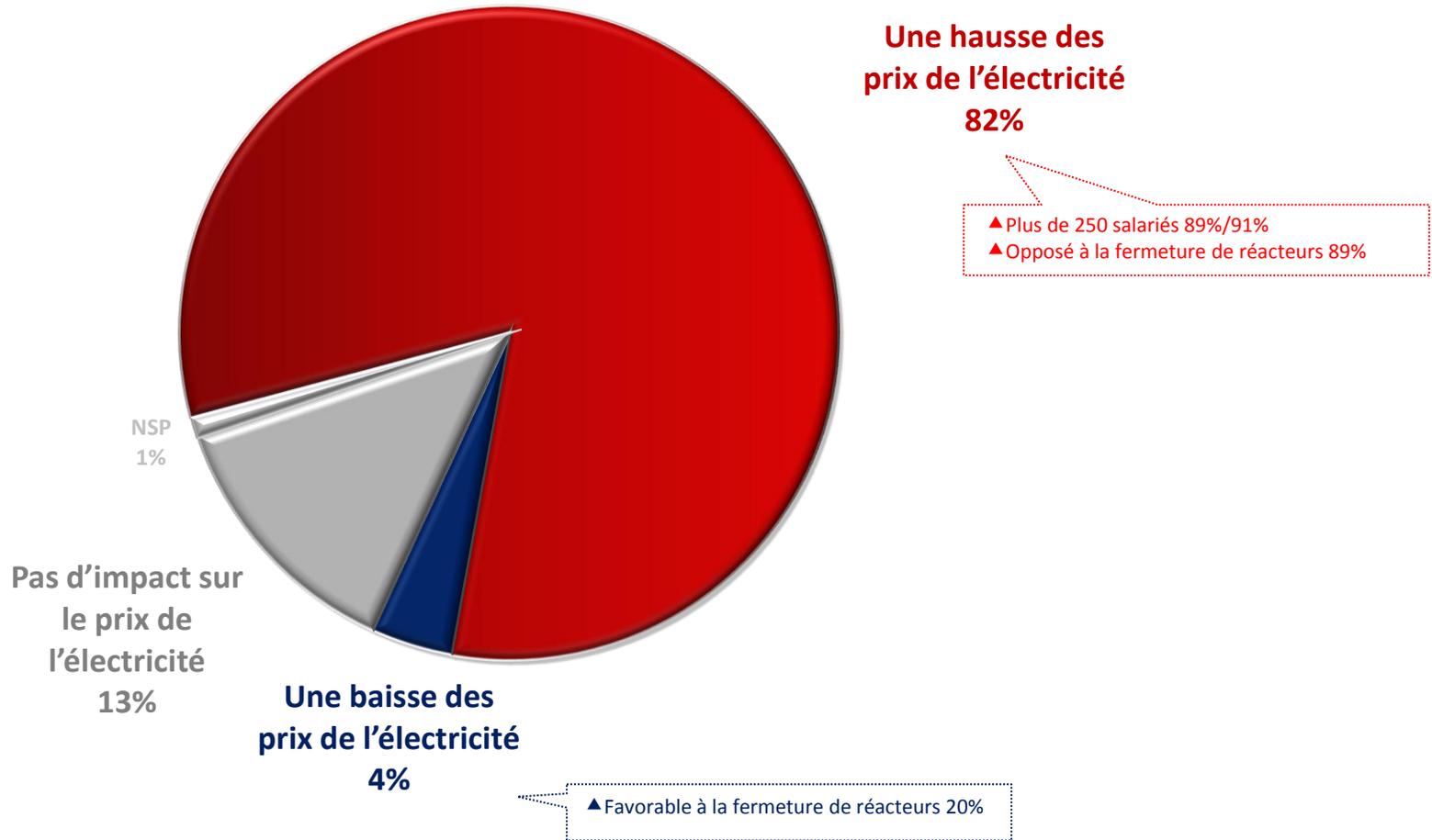


Les conséquences détaillées d'une baisse de la part du nucléaire dans le mix énergétique français

Question : Selon vous, une baisse de la part du nucléaire dans la production d'électricité française aurait un impact positif, un impact négatif ou n'aurait pas d'impact sur ... ?

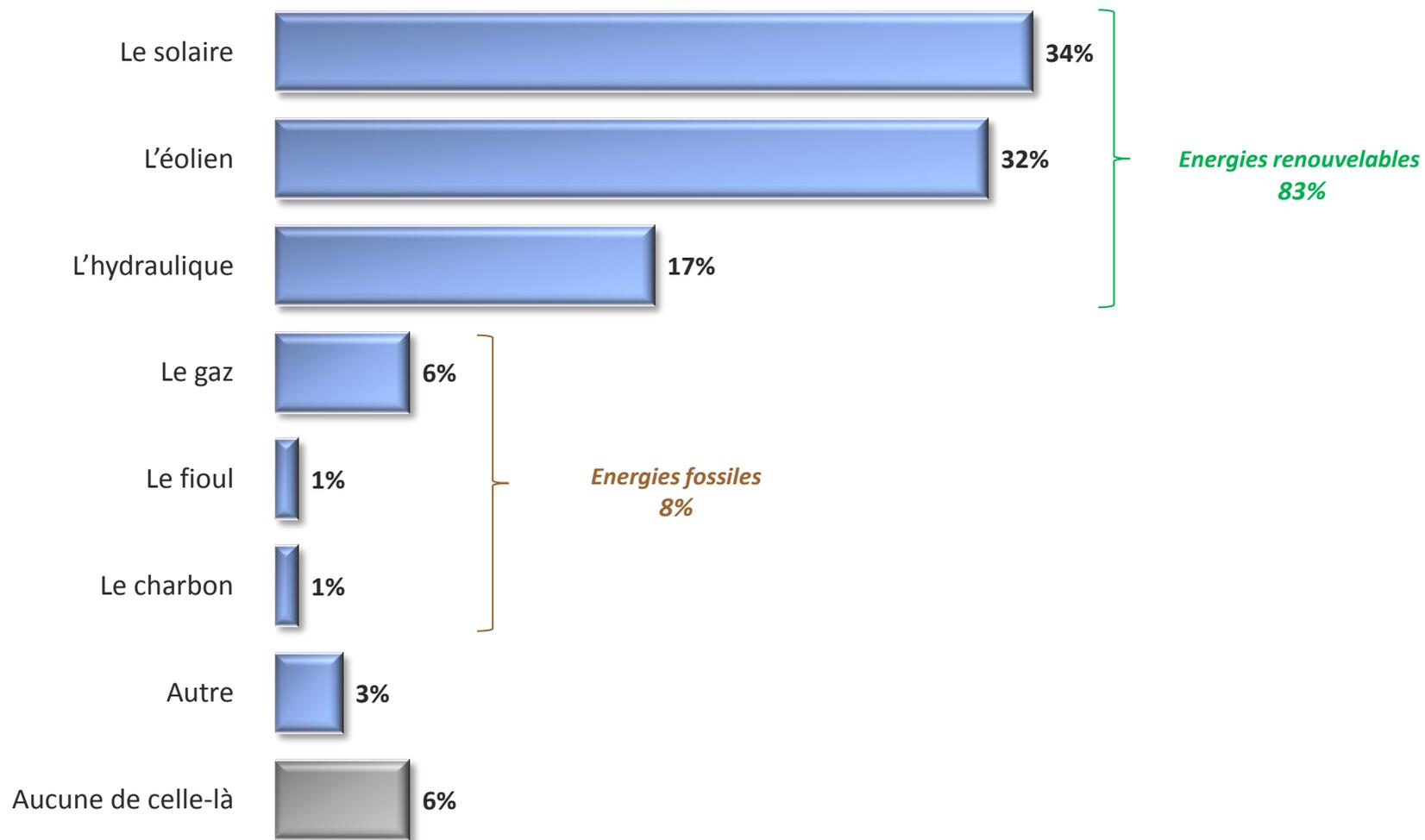


Question : Selon vous, une baisse de la part du nucléaire dans la production d'électricité française entrainerait une hausse des prix de l'électricité, une baisse des prix de l'électricité ou n'aurait pas d'impact sur le prix de l'électricité ?



La source d'énergie à privilégier pour compenser une baisse de la production nucléaire d'électricité

Question : Selon vous, quelle source d'énergie principale faudra-t-il mettre en œuvre pour compenser une baisse de la production nucléaire d'électricité ?



- **L'hostilité des dirigeants d'entreprise à la fermeture de réacteurs nucléaires et à une réduction de la part du nucléaire dans la production énergétique française est nettement majoritaire (60%) et souvent très ferme (32% n'y sont pas du tout favorables).** Notons, les résistances particulières de l'industrie (69% tandis que le tertiaire se montre moins hostile) ainsi que celles des interviewés ayant vu leur budget électricité « beaucoup » augmenter ces deux dernières années (67%).
Bien plus que par la question du coût de la filière nucléaire, l'adhésion à la fermeture de réacteurs (39%) s'explique très largement par les risques associés à la filière (accident, déchets etc.) ainsi que par des motifs d'ordre environnementaux
- **Si l'impact positif de la fermeture de centrales sur l'environnement est majoritairement invoqué (62%), les conséquences sur l'indépendance énergétique de la France s'avèrent en revanche largement considérées comme négatives (64%). De même, les implications économiques font l'objet d'un pronostic négatif auprès d'une majorité (absolue ou relative) des dirigeants d'entreprise** (et plus particulièrement dans le secteur de l'industrie et dans les entreprises de plus de 250 salariés) :
 - De manière générale, 63% jugent que de telles fermetures auraient des conséquences négatives sur l'économie française en général. Notons, qu'auprès de ceux s'étant déclarés favorables à ce projet, ce score, certes plus réduit, atteint tout de même 42% ;
 - Dans les faits, cela entamerait la compétitivité des entreprises françaises pour 51% des dirigeants interrogés et aurait un impact négatif sur l'emploi pour 48% d'entre eux.

Et lorsqu'il s'agit de l'impact sur le prix de l'électricité, enjeu qui concerne très directement les chefs d'entreprise, un large consensus se fait : 82% d'entre eux estiment qu'une réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité entraînerait une hausse des prix.